

Prise de position CICM

Consultation de la Commission européenne

« Créer une union des marchés des capitaux »

Conseil Interrégional des Chambres des Métiers de la Grande Région
2 Circuit de la Foire Internationale
L-1347 LUXEMBOURG

Numéro public d'identification dans le registre de transparence de l'EU: 688595314810-78

Remarque préliminaire

Représentation transfrontalière des intérêts des entreprises artisanales dans la Grande Région

Le Conseil Interrégional des Chambres des Métiers de la Grande Région (CICM) réunit depuis 1989 douze chambres des métiers et organisations partenaires au total au Luxembourg, en Lorraine, en Rhénanie-Palatinat, en Sarre et dans la province belge du Luxembourg. Son siège est au Luxembourg. Le secrétariat général du CICM est implanté auprès de la Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg.

Outre le développement et la mise à disposition commune de nombreuses prestations de service, de soutien et d'information que les chambres membres du Conseil proposent aux entreprises artisanales et autres petites et moyennes entreprises dans la Grande Région, le CICM a pour tâche centrale de représenter les intérêts de toutes les entreprises artisanales dans la Grande Région vis-à-vis des institutions régionales, nationales, mais aussi notamment des institutions européennes.

Importance de l'Artisanat dans la Grande Région

Environ 170.000 entreprises artisanales et petites ou moyennes entreprises travaillent dans la Grande Région. Elles emploient quelque 700.000 actifs et forment environ 50.000 jeunes pour en faire une main-d'œuvre qualifiée. Elles constituent ainsi l'épine dorsale d'un développement économique durable et d'un emploi stable.

Situation générale – « Livre vert Union des marchés des capitaux »

L'Artisanat soutient fondamentalement l'idée d'élargir le marché européen des capitaux. Il se félicite également du principe directeur visant à être attentifs, en particulier aux besoins de petites et moyennes entreprises (PME) et aux investisseurs respectifs en levant les barrières et en adaptant la réglementation. **Toutefois, une union des marchés des capitaux ne doit pas être considérée comme la – seule – alternative au financement externe traditionnel,** car une grande majorité

des PME et notamment de toutes petites entreprises ont des liens particuliers et éprouvés avec les crédits bancaires, le crédit-bail et autres formes du financement externe.

Une **union des marchés des capitaux**, si elle est envisagée, ne peut **pas être considérée comme une « stratégie applicable à tous les cas de figure »**. Elle ne doit pas mener à encourager uniquement « l'orientation vers le marché des capitaux ». Ceci serait lié à des coûts élevés, notamment pour les petites et moyennes entreprises ciblées, et passerait à côté des besoins de la grande majorité des PME. **Différentes formes de financement doivent coexister sur un pied d'égalité.**

Les **réserves fondamentales** exprimées envers le « projet » d'une union des marchés des capitaux découlent notamment du fait que le livre vert sur l'union des marchés des capitaux marque déjà une **nette préférence pour le financement sur les marchés des capitaux** et qu'une **définition ciblée des mesures prévues n'apparaît pas immédiatement.**

L'Artisanat dans la Grande Région soutient fondamentalement l'objectif de la Commission d'améliorer les conditions de financement, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME). Le **CICM doute** toutefois que les **mesures contenues dans le présent livre vert puissent améliorer fortement et durablement la situation financière des entreprises ciblées.**

Nos doutes reposent entre autres sur **deux points essentiels**:

1. Préférence pour le financement sur le marché des capitaux

La pertinence nettement plus élevée du financement sur le marché des capitaux aux Etats-Unis, mentionnée dans le livre vert pour justifier la nécessité d'un tel financement ne tient compte ni de la situation financière réelle des « petites et moyennes » entreprises aux Etats-Unis ni de la situation financière historique et éprouvée des PME en Europe. La supériorité d'un système par rapport à un autre (financement bancaire ou financement sur le marché des capitaux) n'est nullement prouvée. **L'Artisanat dans la Grande Région ne souhaite pas se détourner de l'emprunt bancaire pour financer les PME.** Un financement sur les marchés de capitaux est trop onéreux pour presque toutes les PME et lié à des dispositions trop rigoureuses. Nous constatons aujourd'hui encore que **le crédit bancaire classique reste le principal instrument du financement externe des PME.**

Le financement externe d'entreprises dans le long terme a une longue tradition par exemple en Allemagne. Il est garant de prévisibilité et de stabilité des entreprises. Les banques jouent un rôle central, car elles octroient des crédits, conseillent et suivent leurs clients, notamment les petites entreprises et les toutes petites entreprises. Les **incertitudes croissantes dans le secteur bancaire** dues à différentes **mesures de régulation** débouchent toutefois sur des exigences plus rigoureuses en matière de capital, une restriction de la transformation des échéances, des obligations croissantes de documentation et de déclaration et, par là même, des **coûts plus élevés pour l'octroi de crédit. Il convient de modifier cette situation.**

2. Manque de définition ciblée des mesures prévues

Le **projet** de la Commission européenne visant à **appliquer les mesures listées dans le livre vert à toutes les PME** doit être **rejeté**. La concentration sur le financement sur le marché des capitaux fait que le projet s'adresse prioritairement – et à l'opposé de ce qui était visé – à des entreprises moyennes de taille relativement importante. **Il manque une approche différenciée de la situation financière et de**

l'accès aux financements des petites et moyennes entreprises de différentes tailles.

Selon la définition de l'UE, les entreprises artisanales dans la Grande Région sont en grande majorité des toutes petites entreprises. Elles ne constituent certainement pas le centre d'intérêt d'investisseurs privés (transfrontaliers). Vouloir élargir de manière forfaitaire à l'échelle européenne la base d'investisseurs pour toutes les PME – et par là même pour les toutes petites entreprises –, combiné à la mise à disposition d'informations financières et d'évaluation du crédit concernant les PME, est une mesure qui ne paraît ni ciblée ni réalisable en pratique. **Pour certaines mesures, les groupes visés devraient être déterminés** respectivement – par exemple par rapport à la structure des entreprises, aux branches et aux acteurs spécifiques sur le marché.

La Commission devrait se laisser guider par ces deux remarques et s'efforcer avec les Etats membres de **poser les jalons politiques nécessaires pour créer un marché de capitaux à risque qui soit intégré et compétitif**. On pourrait partir de là et examiner, en fonction des groupes ciblés, quels sont les problèmes existant au niveau européen, mais aussi dans les différents Etats membres, et comment les résoudre.

Eviter d'affaiblir le financement bancaire régional

Pour les toutes petites entreprises et les petites entreprises dans la Grande Région, le financement bancaire régional est au centre du financement des entreprises. En regard de la grande importance qu'ont les banques attirées, il convient **d'examiner sous un angle critique toutes les initiatives escomptées et d'éviter les mesures qui pourraient revenir à affaiblir le financement bancaire ou à compliquer le financement des petites et moyennes entreprises.** On citera notamment en quelques mots: garantir l'imputation privilégiée de crédits à des petites et moyennes entreprises dans le cadre des exigences de fonds propres, honorer différents modèles commerciaux et modèles de risques des banques d'affaires dans le cadre de la régulation des marchés financiers, éviter les impacts négatifs lors de la définition des coefficients de liquidité et du ratio financier via le rapport entre les capitaux externes et les capitaux propres dans le bilan.

La situation financière des entreprises artisanales de la Grande Région est actuellement plutôt bonne. Les situations financières tendues que l'on observe actuellement dans quelques pays de l'UE, également au niveau des PME, sont probablement imputables à des incertitudes économiques, à la performance limitée des systèmes bancaires respectifs et aux taux d'intérêt exceptionnels.

En regard de cette situation, le **présent avis** du Conseil Interrégional des Chambres des Métiers se focalise sur des **remarques** qui tiennent compte de la **structure des entreprises artisanales** et visent à **promouvoir l'activité économique de ces entreprises et d'améliorer plus encore leur financement.**

Réponses à différentes questions

Question n° 2: Quelles mesures complémentaires concernant la disponibilité et la normalisation des informations sur la solvabilité des PME pourraient favoriser l'approfondissement du marché du financement des PME et des start-ups et l'élargissement de la base d'investisseurs?

Les toutes petites entreprises selon la définition de l'UE de 2003, dont font partie la majorité des entreprises artisanales dans la Grande Région, sont dépendantes d'un accès régional aux moyens financiers. Les partenaires de financement doivent être si possible facilement accessibles sur place et disposer de connaissances solides des besoins de financement des petites et moyennes entreprises et des conditions de marché dans la région.

L'élargissement forfaitaire de la base d'investisseurs pour toutes les PME, combiné à la mise à disposition d'informations financières et d'évaluation du crédit concernant les PME, **ne répond pas aux besoins du groupe ciblé** et est même **contre-productif**, au moins pour les toutes petites entreprises et les petites entreprises. En tenant compte également de critères d'évaluation qualitatifs, comme ceci est le cas dans de longues relations d'affaires, il est au moins possible d'atténuer la situation spécifique et les fluctuations d'indices quantitatifs. La « concurrence » de différents modèles de financement est une autre option.

Les entreprises artisanales sont souvent dirigées par les propriétaires ou des familles. Elles sont en concurrence au niveau de la région. La **confidentialité des informations est un aspect essentiel pour ces entreprises**. La **mise à disposition d'informations** sur les entreprises et les crédits devrait donc se faire **sur une base volontaire**. Elle ne doit en aucun cas être obligatoire. Il existe par ailleurs déjà des prestataires commerciaux qui fournissent également des informations transfrontalières pour les investisseurs.

Question n° 5: Quelles autres mesures pourraient contribuer à améliorer l'accès au financement et à diriger les fonds vers ceux qui en ont besoin?

Les PME sont traditionnellement très tributaires des crédits bancaires. Les **marchés des capitaux** ne revêtent **au plus qu'une fonction complémentaire** pour les PME. Le livre vert encourage les banques « à **sensibiliser les PME** dont les demandes de crédit sont rejetées **à des formes de financement alternatives** ». Cette approche est à rejeter et semble peu réaliste.

Il existe par contre une **grande expérience au niveau de la coopération étroite entre les banques sur place et les chambres des métiers**. Si les banques connaissent les services de conseil proposés par les chambres et y font référence, il est alors possible d'améliorer la présentation et la visibilité (communication) des entreprises et de mieux tenir compte des différentes aides possibles. On citera en Allemagne la coopération positive avec les Chambres dans le cadre des programmes d'aide de la KfW (banque d'aide à la reconstruction) « Runder Tisch » (Table Ronde) et « Conseils Turn-around ». De telles approches doivent absolument être conservées.

Les sources de financement sur le marché des capitaux pourraient toutefois permettre à une partie des entreprises artisanales de lever des capitaux supplémentaires. La **tentative des entreprises artisanales d'intégrer des financements alternatifs dans le secteur du capital-risque et du capital-investissement a échoué**

jusqu'à présent e.a. à cause des **faibles montants de financement**, des **forts rendements attendus par les investisseurs** de capital-risque et du **coût de financement relativement élevé** des investisseurs de capital-investissement. Les **obligations émises par les PME** ne constituent **pas jusqu'à présent d'alternative** car les **coûts de la régulation, le manque d'expertise et les exigences rigoureuses en matière de solvabilité** imposées par les investisseurs sur le marché des capitaux empêchent les entreprises d'entrer sur le marché. On citera également l'octroi de garanties publiques dans le cadre de projets d'investissement.

Question n° 8: Est-il opportun d'élaborer une norme comptable commune au niveau de l'UE pour les PME cotées sur les systèmes multilatéraux de négociation (MTF)? Une telle norme devrait-elle devenir une composante des marchés pour la croissance des PME? Si oui, à quelles conditions?

Le livre vert rejette l'utilisation de la norme comptable IFRS par les PME. Un aspect dont se félicite l'Artisanat dans la Grande Région. En effet, **repandre cette norme comptable serait source de coûts disproportionnés pour les PME.** Bien qu'elle rejette l'application fondamentale de l'IFRS par les PME, la Commission envisage dans le livre vert **d'élaborer une norme comptable commune et de haute qualité** pour les entreprises cotées sur certaines plateformes de négociation (bourse, XETRA – système de négociation électronique de la bourse allemande -, négociations sur le marché de gré à gré). Ceci constituant un pas en avant en termes de transparence et de comparabilité de ces entreprises et rendant plus attractives les sociétés à la recherche d'investisseurs transfrontières, **cette approche est accueillie positivement.**

Il est cependant **problématique** de faire d'une telle norme comptable commune une composante des marchés de croissance des PME et **de prescrire une utilisation plus large.** La construction d'une union des marchés de capitaux ne doit par exemple pas amener les entreprises allemandes à s'écarter du bilan établi au titre du code de commerce allemand (HGB) en Allemagne. Faire d'une norme comptable commune une composante des marchés de croissance des PME et prescrire sa plus large utilisation risque d'évincer progressivement le bilan établi aux termes du HGB. C'est pourquoi **la norme comptable commune à élaborer devrait ne s'appliquer obligatoirement qu'aux entreprises cotées sur certaines places de négociation.** Pour toutes les autres PME, on doit en rester à la législation nationale, comme par exemple en Allemagne au bilan HGB.

Question n° 16: Existe-t-il des obstacles empêchant d'augmenter sans risque les prêts directs, aussi bien bancaires que non bancaires, aux entreprises qui ont besoin de financements?

La **régulation croissante des opérations de crédit** et de la **charge réglementaire plus importante** qui pèse sur les crédits (par rapport aux obligations) ainsi que la complexité croissante du refinancement d'engagements de crédits dans le long terme risquent de **compromettre le financement efficace des PME**, à savoir précisément le **financement de crédits** entre partenaires « régionaux équivalents » (entre petites et moyennes entreprises et établissements de crédit de petite et de moyenne taille).

Ceci peut finalement avoir **pour conséquence que les banques octroient moins de crédits** (par ex. dans le cadre du financement à long terme) ou que

l'approvisionnement global en crédits baisse. Pour que les petites entreprises et les toutes petites entreprises soient dûment approvisionnées, il serait donc **nécessaire de soutenir les établissements de crédit régionaux et d'alléger leurs coûts et les obligations administratives.** Par ailleurs, des **mesures d'encouragement s'imposent pour garantir le financement à long terme des entreprises.**

Question n° 29: Quels aspects spécifiques des lois sur l'insolvabilité faudrait-il harmoniser pour favoriser l'émergence d'un marché paneuropéen des capitaux?

Avantager uniquement les débiteurs sans tenir compte des intérêts des créanciers est une approche manifestement déséquilibrée qui émet un **signal négatif en termes réglementaires.** Il convient **d'aborder globalement la question avec tous les groupes d'intérêt impliqués dans la procédure d'insolvabilité** afin d'atteindre l'objectif visé, c'est-à-dire de renforcer l'idée de redressement et la « déstigmatisation » de l'insolvabilité que l'on relève aujourd'hui encore dans de grandes parties de l'Europe.

Les **règlements sur l'insolvabilité des Etats membres** affichent toujours des différences notables. Selon les expériences faites par les entreprises artisanales de la Grande Région, qui sont principalement touchées par les insolvabilités en tant que créanciers, les règles divergentes selon les Etats membres en cas d'insolvabilité n'ont **pas eu jusqu'à présent d'incidences négatives significatives.** Ceci vaut également en regard du code européen de l'insolvabilité. **L'approche de la Commission européenne** visant à harmoniser les dispositions des procédures d'insolvabilité nationales en termes de droit matériel et procédural, au-delà des aspects procéduraux dans le contexte transfrontalier, a une **nouvelle qualité juridique.** Mis à part les **doutes fondamentaux sur la compétence de l'Union européenne pour réglementer la question,** on ne relève pour l'instant **aucune nécessité de rapprocher les législations** dans ce domaine.

Les efforts que déploie la Commission européenne pour **changer la mentalité et la compréhension** et faire de l'insolvabilité, quelles que soient ses caractéristiques, une **procédure de « la seconde chance »** sont – du moins à la base – un **objectif important.** Les procédures d'insolvabilité devraient toujours avoir pour objectif le redressement et non la liquidation d'une entreprise. Par ailleurs, une insolvabilité ne devrait pas déboucher sur une stigmatisation sociale et économique. Dans ce cadre, **il convient cependant aussi de protéger les intérêts des créanciers.** Ceci vaut **en premier lieu pour les PME** qui, du fait de leur structure financière, sont elles-mêmes exposées au risque d'insolvabilité à la suite de créances irrécouvrables.

Conseil Interrégional des Chambres des Métiers de la Grande Région

Luxembourg, le 13 mai 2015

Stellungnahme IRH

Konsultation der Europäischen Kommission

"Aufbau einer Kapitalmarktunion"

Interregionaler Rat der Handwerkskammern der Großregion
2 Circuit de la Foire Internationale
L-1347 LUXEMBOURG

Identifikationsnummer im Transparenzregister der EU: 688595314810-78

Vorbemerkung

Grenzüberschreitende Interessenvertretung des Handwerks in der Großregion

Seit 1989 vereint der Interregionale Rat der Handwerkskammern der Großregion (IRH) insgesamt zwölf Handwerkskammern und Partnerorganisationen in Luxemburg, Lothringen, Rheinland-Pfalz, Saarland und in der belgischen Provinz Luxemburg. Der Sitz ist in Luxemburg. Bei der Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg ist das Generalsekretariat des IRH angesiedelt.

Neben der gemeinsamen Entwicklung und Bereitstellung zahlreichen Service-, Unterstützungs- und Informationsleistungen als Angebote der ratsangehörigen Kammern für die Handwerks- und weitere Klein- und Mittelbetriebe in der Großregion ist eine gemeinsame Interessenvertretung des Handwerks in der Großregion gegenüber den regionalen, nationalen, insbesondere aber auch den europäischen Institutionen zentrale Aufgabe des IRH.

Bedeutung des Handwerks in der Großregion

In der Großregion sind in etwa 170.000 handwerkliche bzw. mittelständische Unternehmen tätig. Sie beschäftigen rund 700.000 Erwerbstätige und bilden etwa 50.000 junge Menschen zu qualifizierten Fachkräften aus. Sie sind damit das Rückgrat für eine nachhaltige wirtschaftliche Entwicklung und stabile Beschäftigung.

Grundsätzliche Einschätzung – "Grünbuch Kapitalmarktunion"

Das **Handwerk unterstützt grundsätzlich den Gedanken, den europäischen Kapitalmarkt zu erweitern**. Zu begrüßen ist auch der Leitsatz, durch die Beseitigung von Schranken und die Anpassung von Vorschriften insbesondere die Bedürfnisse von Klein- und Mittelunternehmern (KMU) bzw. entsprechender Investoren vor Augen zu haben. **Allerdings ist eine Kapitalmarktunion nicht als – alleinige - Alternative zu traditioneller Fremdfinanzierung zu sehen**, da eine große Mehrheit der KMU und insbesondere Kleinunternehmen in einer besonderen und bewährten Beziehung zu Bankkrediten, Leasing und andere Formen der Fremdfinanzierung stehen.

Eine angedachte **Kapitalmarktunion** kann **nicht als eine "one fit all-Strategie" gesehen werden**. Sie darf nicht zu einer einseitigen Förderung einer "Kapitalmarkt-orientierung" führen. Dies wäre gerade im Hinblick auf den Zielbereich der KMU mit hohen Kosten verbunden und auch am Bedarf der ganz überwiegenden Zahl der KMU vorbeigehen. **Unterschiedliche Finanzierungsformen müssen gleichberechtigt nebeneinander bestehen bleiben**.

Die **grundsätzlichen Bedenken** gegenüber dem "Projekt" Kapitalmarktunion nähren sich vor allem daraus, dass bereits im Grünbuch zur Kapitalmarktunion eine **deutliche Präferenz der Kapitalmarktfinanzierung** zum Ausdruck kommt und eine **adressatengerechte Ausgestaltung geplanter Maßnahmen nicht erkennbar** ist.

Das Handwerk der Großregion unterstützt grundsätzlich das Ziel der Kommission, die Finanzierungsbedingungen vor allem für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) verbessern zu wollen. Allerdings **bezweifelt der IRH**, dass durch die im vorliegenden Grünbuch **enthaltenen Maßnahmen die Finanzierungssituation der als Zielgruppe genannten Unternehmen maßgeblich und nachhaltig verbessert** werden können.

Unsere Zweifel basieren unter anderem auf **zwei wesentlichen Punkten**:

1. Präferenz der Kapitalmarktfinanzierung

Der schon im Grünbuch, als Argument für die Notwendigkeit einer Kapitalmarktfinanzierung, enthaltene Hinweis ihrer wesentlich höheren Relevanz in den Vereinigten Staaten, berücksichtigt weder die tatsächliche Finanzierungssituation dortiger "mittelständischer" Unternehmen noch die historisch gewachsene und bewährte Finanzierungssituation von KMU in Europa. Eine Überlegenheit einzelner Systeme (Bankenfinanzierung oder Kapitalmarktfinanzierung) ist nicht belegt. **Das Handwerk in der Großregion spricht sich gegen eine Abkehr von einer KMU-Fremdfinanzierung über Banken aus**. Eine Kapitalmarktfinanzierung ist für fast alle KMU zu teuer und mit zu hohen Auflagen verbunden. Unverändert gilt, dass **für KMU der klassische Bankkredit das wichtigste Instrument der Fremdfinanzierung darstellt**.

Die langfristig ausgerichtete Fremdfinanzierung von Unternehmen hat beispielsweise in Deutschland Tradition. Sie sorgt für Berechenbarkeit und Stabilität der Unternehmen. Banken spielen hierbei als Kreditgeber, Berater und Begleiter eine zentrale Bedeutung, dies gilt insbesondere für kleine Unternehmen sowie Kleinunternehmen. Die **zunehmende Unsicherheit im Bankenumfeld** durch diverse **Regulierungsmaßnahmen** führt aber zu höheren Kapitalanforderungen, eingeschränkter Fristentransformation, steigenden Dokumentations- und Meldepflichten und damit zu **erhöhten Kreditvergabekosten**. **Dies gilt es zu ändern**.

2. Keine adressatenadäquate Ausrichtung geplanter Maßnahmen

Das **Vorhaben** der EU-Kommission, die im Grünbuch **genannten Maßnahmen auf alle KMU anwenden** zu wollen, ist **abzulehnen**. Denn durch die bisherige Konzentration auf die Kapitalmarktfinanzierung richtet es sich – entgegen der eigentlichen Zielsetzung – vorrangig an größere mittelständische Unternehmen. Eine **sachgerecht differenzierte Betrachtung der Finanzierungssituationen und des Zuganges zu Finanzierungsmitteln** der Klein- und Mittelunternehmen unterschiedlicher Größenstrukturen **fehlt**.

Die große Mehrzahl der Handwerksbetriebe in der Großregion zählt nach der EU-Definition zu den Kleinstunternehmen. Diese dürften sicherlich nicht den Interessen-

schwerpunkt (grenzüberschreitender) privater Kapitalanleger darstellen. Eine pauschale Verbreiterung der Anlegerbasis für alle KMU – und damit auch für Kleinbetriebe – europaweit erzielen zu wollen, verbunden mit der Bereitstellung von KMU-Informationen für Kreditauskünfte und Kreditbewertungen dürften weder adressatengerecht noch praxistauglich zu sein. **Bei einzelnen Maßnahmen sollte jeweils der Adressatenkreis** - etwa im Verhältnis zu Unternehmensgrößenstrukturen, Branchen bzw. spezifischen Marktteilnehmern - **bestimmt werden**.

Aus diesen beiden Anmerkungen heraus sollte sich vielmehr die Kommission zusammen mit den Mitgliedstaaten um **politische Weichenstellungen zur Schaffung eines integrierten und wettbewerbsfähigen Risikokapitalmarktes** bemühen. Hier könnte man ansetzen und adressatengerecht prüfen, welche Probleme EU-weit, aber auch in den einzelnen Mitgliedstaaten, bestehen und wie man diese abbauen könnte.

Vermeiden einer Schwächung regionaler Bankenfinanzierung

Für kleinste und kleine Unternehmen steht in der Großregion die regionale Bankenfinanzierung im Mittelpunkt der Unternehmensfinanzierung. Aufgrund der hohen Bedeutung der Hausbanken sind deshalb **alle Maßnahmen kritisch zu hinterfragen und zu vermeiden, die auf eine Schwächung der Bankenfinanzierung oder eine Erschwerung der Mittelstandsfinanzierung hinauslaufen**. Stichwortartig zu nennen sind vor allem: Sicherung der privilegierten Anrechnung von Krediten an kleine und mittlere Unternehmen im Rahmen der Eigenkapitalunterlegung, Würdigung unterschiedlicher Geschäfts- und Risikomodelle der Geschäftsbanken bei der Finanzmarktregulierung, Vermeidung negativer Rückwirkungen bei der Ausgestaltung von Liquiditätskennziffern und betriebswirtschaftlicher Kennzahl über das Verhältnis zwischen dem bilanziellen Fremdkapital und Eigenkapital.

Die Finanzierungssituation für die Handwerksunternehmen der Großregion ist aktuell sehr gut. Die in einzelnen Ländern der EU derzeit festzustellenden angespannten Finanzierungslagen auch für KMU dürften eher auch auf wirtschaftlichen Unsicherheiten und der eingeschränkten Leistungsfähigkeit der jeweiligen Bankensysteme sowie dem außergewöhnlichen Zinsumfeld zurückzuführen sein.

Vor diesem Hintergrund konzentriert sich die **vorliegende Stellungnahme** des Interregionalen Rates der Handwerkskammern der Großregion auf **Anmerkungen**, die die **Unternehmensstruktur im Handwerk berücksichtigen** und **darauf abzielen, die wirtschaftliche Tätigkeit dieser Unternehmen zu fördern und deren Finanzierungsmöglichkeiten weiter zu verbessern**.

Zu den Fragen im Einzelnen

Frage 2: Welche weiteren Maßnahmen zur Verbesserung der Verfügbarkeit und stärkeren Standardisierung von KMU-Kreditinformationen könnten einem tieferen Markt für die Finanzierung von KMU und Startups zugutekommen und die Anlegerbasis verbreitern?

Die Kleinstunternehmen gemäß EU-Definition von 2003, zu denen Handwerksbetriebe in der Großregion ganz überwiegend zählen, sind auf einen regionalen Zugang zu Finanzmitteln angewiesen. Finanzierungspartner müssen ohne großen Aufwand möglichst vor Ort erreichbar sein und über vertiefte Kenntnis mittelständischer Finanzierungserfordernisse und Marktbedingungen in der Region verfügen.

Eine **pauschale Verbreiterung der Anlegerbasis für alle KMU**, verbunden mit der Bereitstellung von KMU-Informationen für Kreditauskünfte und Kreditbewertung, ist daher nicht nur **nicht adressatengerecht**, sondern auch - zumindest für Kleinstunternehmen bzw. kleine Unternehmen - **kontraproduktiv**. Durch eine Berücksichtigung auch qualitativer Beurteilungskriterien, wie dies bei langfristigen Geschäftsbeziehungen möglich ist, können spezifische Situation und Schwankungen quantitativer Kennzahlen zumindest aufgefangen werden. Dies gilt auch durch einen "Wettbewerb" unterschiedlicher Finanzierungsmodelle.

Handwerksbetriebe sind oftmals eigentümer- bzw. familiengeführt. Sie stehen in regionaler Konkurrenz zueinander. Für diese Unternehmen muss die **Vertraulichkeit der Informationen gewährleistet bleiben**. Eine **Bereitstellung der Informationen** von Unternehmens- und Kreditdaten sollte für Unternehmen daher **auf freiwilliger Basis** erfolgen. Sie darf keinesfalls verpflichtend werden. Zudem gibt es bereits kommerzielle Anbieter, die auch grenzüberschreitende Anlegerinformationen bereitstellen.

Frage 5: Welche weiteren Maßnahmen könnten dazu beitragen, den Zugang zu Finanzmitteln zu verbessern und die Mittel besser dorthin zu lenken, wo Kapitalbedarf besteht?

KMU sind traditionell deutlich auf Bankkredite angewiesen. **Kapitalmärkten** kommt daher für KMU **höchstens eine ergänzende Funktion** zu. Die im Grünbuch enthaltene Ermunterung an Banken, "**KMU, deren Kreditanträge abgelehnt werden, für alternative Finanzierungsmöglichkeiten zu sensibilisieren**", erscheint **wenig realistisch**.

Vielmehr gibt es eine **bewährte Praxis einer engen Zusammenarbeit zwischen den Banken vor Ort und den Handwerkskammern**. Wenn die Banken die Beratungsangebote der Kammern kennen und auf diese verweisen, dann kann an der verbesserten Darstellung (Kommunikation) der Betriebe und der möglichen Einbindung bestehender Fördermöglichkeiten gearbeitet werden. Zu erwähnen ist als Beispiel aus Deutschland auch die erfolgreiche Zusammenarbeit mit den Kammern bei KfW-Förderprogramme "Runder Tisch" und "Turn-around-Beratungen". Derartige Ansätze müssen dringend erhalten bleiben.

Finanzierungsquellen des Kapitalmarktes könnten für einen Teil der Handwerksbetriebe gleichwohl eine Möglichkeit sein, zusätzliches Kapital zu erschließen. Die **mögliche Einbindung von Finanzierungsalternativen seitens der Handwerksbetriebe** in den Bereichen Risikokapital bzw. Beteiligungskapital **scheiterte bisher** u.a. an den **geringen Finanzierungsbeträgen und hohen Renditeerwartungen** der

Risikokapitalgeber bzw. den vergleichsweise **hohen Finanzierungskosten** der Beteiligungskapitalgeber. Auch **Mittelstandsanleihen** sind für Handwerksbetriebe **bislang keine Alternative**, da **regulatorische Kosten, fehlende Expertise und hohe Bonitätsanforderungen** der Kapitalmarktinvestoren die Unternehmen am Markteintritt hindern. Hinzuweisen ist auch auf die Vergabe öffentlicher Bürgschaften im Rahmen von Investitionsvorhaben.

Frage 8: Wäre es sinnvoll, einen gemeinsamen EU-Rechnungslegungsstandard für kleine und mittlere Unternehmen, die an einem MTF notiert sind, zu erarbeiten? Sollte ein solcher Standard Merkmal der KMU-Wachstumsmärkte werden? Falls ja, unter welchen Voraussetzungen?

Das **Grünbuch äußert sich ablehnend zur Nutzung des Rechnungslegungsstandards IFRS durch KMU**. Dies ist aus Sicht des großregionalen Handwerks zu begrüßen. Denn die **Übernahme dieses Rechnungslegungsstandards würde für KMU einen unverhältnismäßigen Aufwand bedeuten**. Trotz ablehnender Haltung zur grundsätzlichen Anwendung des IFRS durch KMU erwägt die Kommission im Grünbuch, für Unternehmen, die an bestimmten Handelsplätzen (Börse, XETRA-Handel, OTC-Handel) notiert sind, einen **einheitlichen und qualitativ hochwertigen Rechnungslegungsstandard zu erarbeiten**. Da hierdurch eine größere Transparenz und Vergleichbarkeit besagter Unternehmen erreicht und die Attraktivität solcher Unternehmen für international tätige Anleger erhöht werden könnte, ist dieser **Ansatz grundsätzlich zu begrüßen**.

Allerdings ist es **problematisch**, einen solchen einheitlichen Rechnungslegungsstandard zum Bestandteil der KMU-Wachstumsmärkte zu machen und seine **Anwendung in größerem Umfang vorzuschreiben**. Die Schaffung einer Kapitalmarktunion darf zum Beispiel in Deutschland nicht zu einer Abkehr von der HGB-Bilanz (Handelsgesetzbuch-Bilanz) führen. Wird ein einheitlicher Rechnungslegungsstandard Bestandteil der KMU-Wachstumsmärkte und in größerem Umfang angewendet, birgt dies die Gefahr einer schleichenden Verdrängung der HGB-Bilanz. Daher **sollte der zu erarbeitende einheitliche Rechnungslegungsstandard tatsächlich nur für die an bestimmten Handelsplätzen notierten Unternehmen obligatorisch gelten**. Für alle anderen KMU muss es zum Beispiel in Deutschland bei der HGB-Bilanz bleiben.

Frage 16: Gibt es Hindernisse für eine sichere Ausweitung der Direktkreditvergabe durch Banken und Nichtbanken an Unternehmen mit Finanzierungsbedarf?

Durch die **zunehmende Regulierung des Kreditgeschäftes** und der damit einhergehenden **stärkeren regulatorischen Belastung von Krediten** (im Vergleich zu Anleihen) sowie die steigende Komplexität in der Refinanzierung langfristiger Kreditengagements gerät ein probates **Mittel der KMU-Finanzierung**, nämlich genau die **Kreditfinanzierung** unter "regional gleichwertigen" Partnern (kleine und mittlere Betriebe mit kleinen und mittleren Kreditinstituten) unnötig **in Gefahr**. Zu kritisieren ist außerdem, dass den Kreditinstituten sowohl aus Eigenmittel- als auch Liquiditätsaspekten ein Anreiz zum Erwerb von kapitalmarktbasierenden Forderungen gegeben wird, statt sie zur Gestaltung der Aktivseite über die direkte Kreditvergabe zu motivieren.

Dies kann letztendlich dazu führen, dass die **Kreditvergabebereitschaft der Banken** (z.B. bei der Langfristfinanzierung) **sinkt** oder die **Kreditversorgung** in der Fläche **abnimmt**. Im Sinne der Versorgung kleiner bzw. Kleinunternehmen wäre folglich die **Unterstützung regionaler Kreditinstitute bzw. deren Entlastung im Bereich der Kosten und Verwaltungsaufgaben** erforderlich. Zudem sind **förderpolitische Maßnahmen zur Sicherung der Langfristfinanzierung der Unternehmen** notwendig.

Frage 29: Welche spezifischen Aspekte des Insolvenzrechts müssten harmonisiert werden, um die Entstehung eines gesamteuropäischen Kapitalmarkts zu unterstützen?

Eine **einseitige Schuldnerbevorzugung** ohne entsprechende Berücksichtigung der Gläubigerbelange ist unausgewogen und stellt ein **ordnungspolitisch bedenkliches Signal** dar. Es bedarf einer **umfassenden Auseinandersetzung mit allen am Insolvenzverfahren beteiligten Interessensgruppen**, um das gemeinsame Ziel einer Stärkung des Sanierungsgedankens und der noch in weiten Teilen Europas erforderlichen "Entstigmatisierung" der Insolvenz umzusetzen.

Die **Insolvenzordnungen der Mitgliedstaaten** weisen nach wie vor **deutliche Unterschiede** auf. Die von Mitgliedstaat zu Mitgliedstaat abweichenden Regeln im Insolvenzfall haben nach Erfahrung des Handwerks in der Großregion, die überwiegend als Gläubiger von Insolvenzen betroffen sind, bisher **keine nennenswerten Nachteile** zur Folge gehabt. Dies gilt vor allem auch vor dem Hintergrund der europäischen Insolvenzverordnung (EU-InsVO). Der **Ansatz der Europäischen Kommission**, über verfahrensrechtliche Aspekte im grenzüberschreitenden Kontext hinaus zusätzlich materiellrechtliche und prozessuale Vorschriften nationaler Insolvenzverfahren harmonisieren zu wollen, besitzt eine **neue rechtliche Qualität**. Abgesehen von **grundsätzlichen Zweifeln an der Regelungskompetenz** der Europäischen Union ist **kaum ein Ansatz für das Erfordernis einer solchen Rechtsangleichung erkennbar**.

Soweit die Europäische Kommission mit ihren Bestrebungen versucht, einen **Mentalitäts- und Verständniswandel** zu erreichen, und die **Insolvenzverfahren** gleich welcher Ausprägung als **Verfahren der zweiten Chance** zu etablieren, ist dies – zumindest seinem Grundgedanken nach – ein **wichtiges Anliegen**. Insolvenzverfahren sollten stets das Ziel der Sanierung und nicht die Abwicklung verfolgen. Zudem sollte eine Insolvenz nicht zu einer gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Stigmatisierung führen. Hierbei bleiben aber **stets auch die Gläubigerinteressen zu wahren**. Dies gilt **in erster Linie für KMU**, die aufgrund ihrer finanziellen Strukturen durch Forderungsausfälle selbst einer Insolvenzgefährdung ausgesetzt werden.

Interregionaler Rat der Handwerkskammern der Großregion
Luxemburg, der 13. Mai 2015